

le 15 février 2022,

Lettre des personnels syndiqués FO-SNES et non syndiqués, réunis ce jour en AG, à M. le Ministre S/c du chef d'établissement

Copies à M. le Recteur et M. l'Inspecteur d'Académie S/c du chef d'établissement

Copie envoyée directement au destinataire

Objet : contribution au CEE

Monsieur le Ministre, nous vous faisons une lettre que vous lirez peut-être si vous avez le temps.

Une lettre pour vous dire que nous refusons le Conseil de l'évaluation de l'école que vous nous envoyez, chez nous aujourd'hui, hier et demain dans d'autres collèges et lycées. Évaluer pourquoi ? Pour doter chaque EPLE d'un projet d'établissement qui instaurera infailliblement une concurrence entre établissements et permettra de gérer la pénurie que vous nous imposez.

C'est dans un contexte de dégradation généralisée de notre école auquel s'ajoute la crise sanitaire vécue depuis deux ans que vous avez lancé le CEE alors que toutes nos demandes ont été méprisées pendant cette période.

Alors, une lettre pour vous dire que ce CEE est une double provocation. Les personnels sont fatigués et on ne trouve rien de mieux que de leur proposer une évaluation après deux ans où ils ont été livrés à eux-mêmes. A l'heure où les formations sont supprimées en raison de la situation sanitaire afin que nous soyons face aux élèves, le CEE s'invite.

Une lettre pour vous dire que ce CEE est un dispositif hors-sol. Nous avons besoin de moyens humains et non de commissions d'experts qui élaborent des évaluations sans fin dont on ne fera rien. L'ironie dans tout cela c'est que nous avons commencé à réfléchir au projet d'établissement - voyez comme nous pouvons être soumis - mais avec le CEE, on recommence tout. Copie blanche.

Nous avons besoin des moyens qui nous manquent pour travailler ensemble, sereinement, avec nos élèves et dans l'échange avec les familles. L'institution connaît parfaitement ces moyens, elle n'a pas besoin d'un CEE pour les objectiver. Pendant ce temps perdu à des diagnostics sans fin, les inégalités se creusent. Et ces chiffres-là tout le monde les connaît.

Une lettre pour vous dire que le CEE est un outil de division. Combien d'heures avons-nous passées dans notre établissement à lire des textes, échanger sur nos droits, face à cette instance ? Combien de temps à nous affronter sans toutefois nous diviser ? Nous sortons solidaires de cette épreuve même si quelques-uns ont accepté cette évaluation. Probablement par lassitude, par habitude ou indifférence. A aucun moment, ils n'ont dit que c'était par conviction. Que penser aussi d'un CEE qui intervient au moment de l'affectation d'un nouveau chef d'établissement ? Comment tisser sereinement des liens dans de telles circonstances ? Et *quid* des relations avec les parents dont on peut comprendre qu'ils aient été séduits par la démarche ?

Une lettre pour vous dire que ce CEE est un déni de démocratie. Nous avons refusé cette évaluation par une motion au Conseil d'administration du 7 décembre dernier mais on n'arrête pas la machine. Tout se passe comme si on ne nous entendait pas. Fi de cette instance

démocratique interne aux établissements ; on nous envoie à présent des évaluateurs extérieurs - étape 2 de l'évaluation - parce qu'il faut à tout prix évaluer. Que penser d'une école qui méprise les enseignants, celles et ceux-là même qui forment les citoyens de demain ?

Une lettre pour vous dire que depuis des mois, les professeurs vous parlent et vous ne les écoutez pas ; ils vous disent que l'école va mal et vous leur répondez qu'aucun gouvernement, depuis des années, n'a fait autant pour l'école, que vous êtes celui qui a dédoublé les classes de CP et CE1, celui qui a laissé les classes ouvertes pendant toute la période de crise sanitaire, celui qui a augmenté les salaires...

Car les professeurs vous écoutent et savent que, si les salaires des plus jeunes enseignants ont augmenté, le point d'indice reste gelé malgré tout et que leur pouvoir d'achat continue de diminuer ; ils savent que les suppressions de postes se poursuivent, que les établissements REP souffrent de coupes budgétaires... Les professeurs vous écoutent et savent que cette évaluation du CEE à l'apparence de la concertation, de la co-construction, n'a qu'une seule finalité : une gestion économique de l'école publique.

Une lettre pour vous dire que nous refusons cette gestion économique jamais avouée, qui fracture notre école, notre société. L'école de la République vaut bien plus et les fonctionnaires d'État que nous sommes ne sont pas de simples exécutants. Ils se doivent de protéger l'école que vous détruisez. Ils se doivent de se battre pour un salaire digne pour eux et tous les acteurs des équipes éducatives, pour les AESH, personnels indispensables à l'école inclusive que vous avez fragilisée davantage avec la création des PIAL et avec qui ils travaillent au quotidien. Par ailleurs, le nombre d'élèves à besoins particuliers augmente dans des classes à effectifs de plus en plus chargés mais les moyens restent dérisoires. Ils se doivent de vous répéter qu'il n'y a plus de remplaçants, que le métier n'intéresse plus nos jeunes - dans le forum des métiers de notre établissement, aucun de nos élèves ne s'est inscrit pour les métiers de l'enseignement et de la recherche. Ce que nous comprenons parfaitement au regard des conditions scandaleuses imposées aux étudiants et aux stagiaires confrontés à une précarité croissante.

Une lettre pour vous dire que l'école souffre chaque jour un peu plus d'une médecine scolaire délaissée - et nous ne parlons pas ici de la médecine du travail pour les enseignants qui est inexistante - au moment où de nombreuses études montrent l'importance du soin en milieu scolaire. L'école souffre du manque d'infirmier.ère.s scolaires, de conseiller.ère.s d'orientation psychologues alors que les fragilités des élèves explosent.

Une lettre pour vous dire tout ce que vous savez déjà et dans tous les détails mais vous n'entendez pas.

Notre établissement n'est pas de ceux qui souffrent le plus de toutes les attaques décrites plus haut. Mais c'est peut-être précisément pour cela que nous vous écrivons aujourd'hui, parce qu'il nous reste un peu d'énergie et parce que nous refusons la division, la concurrence. Parce que nous voulons répéter notre attachement profond au service public de l'éducation, nous voulons une école de qualité pour toutes et tous, personnels, élèves et parents. Nous voulons une école respectueuse, celle d'une vraie confiance qui ne s'instaure pas à coup de diagnostics et de projets d'établissement ayant l'apparence de l'intérêt général. **Nous voulons une école publique qu'élèves, enseignants et parents n'aient plus envie, quand ils le peuvent, de désertier.**